

La rémunération des financiers dans le secteur banque et assurance

Publiée en juin 2004, la sixième édition de l'enquête consacrée à la rémunération des financiers analyse les salaires perçus en avril 2004. Elle permet de suivre l'évolution du marché sur ce premier semestre, et d'étudier la politique salariale des entreprises décidée fin 2003. À noter un ralentissement très net de l'augmentation des rémunérations, associé à une faible mobilité.



JEAN-PHILIPPE DOMINGUEZ

Directeur du département
rémunération

Oberthur Consultants

L'ENQUÊTE RÉALISÉE PAR OBERTHUR Consultants sur les rémunérations des financiers analyse 1 894 salaires individuels répartis dans 19 banques et assurances sur la période comprise entre avril 2003 et avril 2004.

La grande majorité des entreprises ont validé leur négociation salariale (individuelle et/ou collective), permettant d'analyser la fourchette des augmentations décidées en fin d'année et les montants perçus au titre de la part variable. La méthodologie utilisée permet de croiser les domaines de compétences (comptabilité, contrôle de gestion, trésorerie,...) avec les niveaux de séniorité ou d'encadrement. Près de cent métiers y sont étudiés individuellement. Les résultats sont détaillés par région, par niveau de formation, en fonction de l'âge, de l'expérience mais aussi selon la taille de l'entreprise.

LES FAITS SIGNIFICATIFS DE 2004

Alors que les financiers avaient bénéficié jusqu'alors d'une conjoncture favorable, ce début d'année 2004 se traduit par un ralentissement très net

de l'augmentation de leurs rémunérations. Même s'il est toujours difficile d'interpréter ces retournements, il semble que la pression à la hausse sur la rémunération des financiers se soit relâchée. Après avoir beaucoup embauché, les entreprises ont constitué leurs équipes de contrôle financier. Cette baisse des recrutements associée à une mobilité réduite des financiers peut expliquer les faibles augmentations dont ils ont bénéficié.

Avec les échéances sur la mise en place de Bâle II qui arrivent à grands pas, tandis que certaines entreprises concernées ont déjà constitué leurs équipes, d'autres continuent de former en interne leurs financiers depuis un certain temps. De plus, face à la vague des départs à la retraite qui devrait bientôt intervenir, certaines entreprises n'hésitent pas à mettre en place des doublons ou à constituer des viviers pour assurer la transition. La demande reste cependant forte sur certains profils spécifiques (consolidation,...), avec des rémunérations en hausse et un turnover élevé.

1. Les métiers de la finance dans le secteur bancaire

Les postes d'encadrement (France)

	Fourchette des salaires*	Âge moyen	Évolution des salaires totaux sur 12 mois**
Responsable de la comptabilité générale	62-76 K€	44 ans	4,0 %
Responsable du contrôle de gestion	63-84 K€	43 ans	1,6 %
Responsable de l'inspection	72-97 K€	55 ans	0,4 %

Les postes opérationnels (France)

	Fourchette des salaires*	Âge moyen	Évolution des salaires totaux sur 12 mois**
Comptable confirmé (comptabilité générale)	27-38 K€	40 ans	0,4 %
Consolideur confirmé	39-52 K€	33 ans	1,2 %
Contrôleur de gestion central confirmé	36-50 K€	35 ans	4,0 %
Inspecteur confirmé	48-58 K€	34 ans	0,9 %
Contrôleur des risques de marché confirmé	50-84 K€	36 ans	0,1 %
Opérateur de marché confirmé	28-37 K€	45 ans	0,7 %

*Salaires compris entre le quartile inférieur et le quartile supérieur.

** Taux d'augmentation des salaires moyens totaux (échantillon constant d'entreprises entre avril 2003 et avril 2004).

BAISSE DU POUVOIR D'ACHAT DES FINANCIERS

Au cours des douze derniers mois (d'avril 2003 à avril 2004), l'inflation a été de 2,1 %, tandis que pour les financiers la hausse des salaires a été de 1,25 % pour l'ensemble de la France. Ce chiffre est une moyenne, la dispersion des augmentations selon le domaine de compétence reste élevée. La plus faible augmentation concerne les métiers du contrôle des risques de marché avec +0,4 %, tandis que la plus forte hausse touche les métiers du contrôle de gestion opérationnel avec +3,5 % sur un an.

Pour la première fois depuis que nous réalisons cette enquête de rémunération, nous observons une baisse du pouvoir d'achat des financiers. La diminution de la part variable perçue illustre parfaitement la situation des financiers depuis le début de l'année 2004. Elle est passée de 11,8 % de leur rémunération directe (hors participation) à 10,7 % en un an.

Cependant, cette part variable concerne toujours une grande majorité des financiers, étant donné que 82,7 % d'entre eux en bénéficiaient au titre de l'année 2003.

UNE FAIBLE MOBILITÉ ACCENTUÉE PAR LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Le taux de démissions a encore dimi-

nué pour atteindre 0,7 % entre avril 2003 et avril 2004. Ce chiffre plancher indique que les démissions sont quasi inexistantes. De ce fait, les opportunités sont moindres aussi bien en termes de mobilité interne que de mobilité externe. Les financiers sont traditionnellement une population peu mobile. Ce comportement est de plus accentué par le contexte économique actuel.

DES DIFFÉRENCES IMPORTANTES SELON LE DOMAINE DE COMPÉTENCE

Des écarts de rémunérations persistent selon le domaine de compétence et à niveau de séniorité équivalent. Cependant, les taux d'augmentation de salaire ont tendance à converger quel que soit le domaine de compétence (tableau 1).

Notons que les salaires totaux correspondent à la somme du salaire de base, des primes de performance individuelle et collective, des primes à caractère social et de l'intéressement. De par son caractère différé, nous excluons donc la participation de nos données. Le calcul de l'évolution des salaires totaux sur douze mois est établi à partir d'un échantillon constant d'individus et d'entreprises. Ce calcul prend donc en compte l'évolution des niveaux de salaires individuels.

Sur les postes d'encadrement, le responsable comptable est le seul à

“Face à la vague des départs à la retraite qui devrait bientôt intervenir, certaines entreprises n'hésitent pas à mettre en place des doublons et/ou à constituer des viviers pour assurer la transition.”

2. Les salaires moyens totaux des financiers par secteur d'activité (France)

	Secteur d'activité		
	Banque	Distribution	Pétrole, Laboratoires pharmaceutiques
Comptable confirmé (comptabilité auxiliaire)	27 050 K€	24 450 K€	30 200 K€
Comptable confirmé (comptabilité générale)	33 700 K€	30 450 K€	33 050 K€
Contrôleur de gestion expérimenté (contrôle de gestion opérationnel)	45 550 K€	56 650 K€	58 800 K€
Contrôleur de gestion expérimenté (contrôle de gestion central)	50 200 K€	43 350 K€	62 000 K€

“Le projet des normes IFRS n'a pour le moment qu'un impact limité sur la rémunération des financiers, puisqu'il ne concerne que quelques profils très pointus.”

connaître une croissance de son pouvoir d'achat. Les responsables du contrôle de gestion et les responsables de l'inspection ont vu leur rémunération augmenter respectivement de +1,6 % et +1,4 %. La diminution de leur part variable perçue pourrait expliquer de si faibles augmentations.

Pour de nombreux postes opérationnels de comptables, l'évolution de la rémunération individuelle n'a pas dépassé les 1 %. Avec +0,4 %, les comptables expérimentés en comptabilité générale ont connu une des plus faibles hausses parmi les métiers financiers.

Les métiers de la consolidation ont connu pour la première fois des augmentations inférieures à l'inflation, sauf pour les profils juniors avec +8,6 %. Cette forte progression est à mettre en parallèle avec le taux de démission. En effet, les consolideurs sont les seuls financiers à demeurer mobiles. Près de 14,3 % des profils juniors ont démissionné entre avril 2003 et avril 2004.

Pour les contrôleurs de gestion (opérationnels et centraux), les hausses de salaires individuels pratiquées sur la même période varient entre 1,0 % et 6,4 %. Après avoir recruté en masse des contrôleurs de gestion, les entreprises ne semblent pas avoir de besoin particulier pour le moment. En effet, leurs équipes de contrôle interne étant constituées, elles subissent moins les pressions du marché sur ces postes. Cette situation se traduit par des augmentations inférieures à l'inflation observée sur un an. Ces mêmes conclusions peuvent s'appliquer aux métiers

de l'audit interne. Seuls les profils juniors bénéficient encore d'importantes augmentations étant donné que les entreprises souhaitent les fidéliser en vue des futurs départs à la retraite.

DES DIFFÉRENCES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Alors que les écarts de rémunération restent importants selon les domaines de compétences, nous constatons ces mêmes écarts selon les secteurs d'activité (tableau 2).

À niveau hiérarchique équivalent, le secteur du pétrole, de la chimie fine et des laboratoires pharmaceutiques offre les postes les plus rémunérateurs.

Pour un comptable confirmé de la comptabilité auxiliaire, l'écart sera de 10 % entre le secteur du pétrole, de la chimie fine et des laboratoires pharmaceutiques et le secteur bancaire, et de 20 % par rapport au secteur de la distribution. Pour un contrôleur de gestion expérimenté (au niveau central), cet écart sera respectivement de 20 % et 30 %.

L'évolution de la rémunération des financiers vient d'être rattrapée par une conjoncture macroéconomique défavorable. Le projet des normes IFRS n'a pour le moment qu'un impact limité sur la rémunération des financiers, puisqu'il ne concerne que quelques profils très pointus. Même si les entreprises s'attendent à une reprise pour le second semestre de l'année 2004, l'impact sur les rémunérations ne devrait probablement intervenir qu'au cours de l'année 2005. ■